

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

(Éthique et déontologie)

Dossier : **CMQ-66841**

Élu visé : **Alain Laplante**
Maire

Municipalité : **Saint-Jean-sur-Richelieu**

Date : **13 février 2019**

Argumentaire- Demandes de suspension d'instance d'Alain Laplante et de Guy Grenier

1. Le défendeur, Alain Laplante et le tiers-intervenant, Guy Grenier, par le biais de leur procureur, présentent tous deux des demandes de suspension d'instance;
2. Alain Laplante modifie sa demande de suspension d'instance initiale, du 21 janvier 2019, en précisant qu'il souhaite une suspension d'instance d'une durée de six mois;
3. Guy Grenier demande une suspension d'instance jusqu'à ce qu'un jugement final soit rendu dans le pourvoi en contrôle judiciaire l'opposant à la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu;
4. La demande en suspension d'instance dans les deux cas ne devrait pas être accueillie, puisqu'une telle suspension doit être exceptionnelle et que la demande ne rencontre pas les critères établis par les tribunaux;

Gingras (Re), 2016 CanLII 65992 (QC CMNQ)

[32] Selon la Cour supérieure la personne qui cherche à obtenir une exception à ce principe en demandant la suspension de l'instance doit justifier sa demande. Elle s'exprime ainsi, sur ce point :

« [5] La décision que doit rendre le Tribunal de suspendre ou non le recours relève de sa discrétion judiciaire. Elle doit

être exercée judicieusement en prenant en considération l'intérêt des parties, l'impact que pourrait causer cette suspension sur le cheminement du recours, les risques de jugements contradictoires et l'utilisation des ressources judiciaires. C'est une décision d'opportunité, mais le fardeau repose sur les épaules de celui qui demande la suspension.

[6] Le Tribunal doit à la fois agir avec déférence pour la Cour d'appel qui aura à statuer sur le recours de l'AJACLP et éviter de placer le juge de première instance, qui aura à statuer sur les présents recours, dans un carcan qui l'empêcherait de décider.

[7] La situation doit être examinée dans son ensemble. Il est nécessaire d'évaluer tous les paramètres de chacun des recours, les questions véritablement en litige et le but recherché par les parties. »

[Nos soulignements-références omises]

[33] En matière disciplinaire, on considère que le respect de ce principe est essentiel au bon fonctionnement du système de justice disciplinaire. Par conséquent, toute demande de suspension sera considérée comme exceptionnelle. Le conseil de discipline de l'Ordre des optométristes écrivait :

« [32] La requête en suspension d'audition sur culpabilité des cinq (5) dernières plaintes déposées par le plaignant constitue une procédure d'exception sur laquelle le Conseil doit se prononcer. » [Références omises]

[34] Les délais contenus dans les lois imposant des processus disciplinaires sont une manifestation importante du souci du législateur de mettre en place un système de justice efficace, et la concrétisation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable prévu à la Charte des droits et libertés de la personne^[18] (Charte québécoise).

(...)

[39] Il est reconnu qu'un Tribunal administratif peut s'inspirer des règles contenues au Code de procédure civile[22].

[40] En matière de suspension d'instance, les auteurs Ferland et Emery[23] ont élaboré un test composé de trois critères pour évaluer l'opportunité de suspendre une instance en application de l'article 212 du nouveau Code de procédure civile, qui est depuis appliqué par les tribunaux civils[24] lorsqu'ils sont saisis de la question. Ces critères sont les suivants :

- les deux instances doivent être saisies d'actions unies ou non **entre les mêmes parties**;
- ces deux actions doivent avoir le **même fondement juridique ou soulever les mêmes points de droit et de faits**;

- **aucun préjudice sérieux** ne peut en résulter pour la partie adverse.

[41] Ils nous rappellent que ces trois indices permettront de déterminer à quel moment on peut suspendre l'instruction d'une procédure en Cour du Québec jusqu'au jugement de la Cour supérieure passé en force de chose jugée.

[42] La Cour d'appel a établi que ce test devait être évalué avec souplesse.

[43] Enfin, les tribunaux tiennent **aussi compte des remèdes susceptibles d'être accordés au terme de chaque instance.**

« [7] La juge de première instance conclut donc que les deux actions **n'ont pas le même fondement juridique ou ne soulèvent pas les mêmes points de droit ou de fait**, ce que requiert l'art. 273 C.p.c. avant d'ordonner la suspension de l'instruction. [...] En effet, la poursuite en Cour supérieure porte sur l'accident survenu en avril 2009, alors que celle en Cour du Québec s'attarde à la location qui a suivi l'installation de la grue. Ainsi, peu importe l'issue en Cour supérieure, le solde de la location réclamé en Cour du Québec demeurera dû, ce que reconnaît l'appelante, qui entend invoquer la compensation judiciaire. Il n'y a donc aucune utilité à suspendre les procédures et il n'existe pas de réel danger de jugements contradictoires.

(...)

(gras ajouté – références omises)

5. En l'espèce, les deux procédures ne concernent pas les mêmes parties : Alain Laplante n'est pas une partie concernée dans les procédures devant la Cour supérieure et dans la cadre de la présente demande d'enquête en matière d'éthique et de déontologie municipale, les parties sont uniquement la Commission et Alain Laplante. Ni la Ville, ni Guy Grenier, parties opposantes dans le pourvoi en contrôle judiciaire à la Cour supérieure, ne sont des parties;
6. L'objet des deux recours n'est pas le même. Dans la présente affaire, la Commission doit déterminer si Alain Laplante a commis les actes qui lui sont reprochés dans la demande d'enquête et, dans l'affirmative, s'il a commis une infraction déontologique;
7. En ce qui regarde la cause impliquant Guy Grenier, la Cour supérieure aura à se prononcer sur la légalité des résolutions prises par la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu le congédiant.
8. Quant au fondement du recours, la demande d'enquête en matière d'éthique et de déontologie municipale se base sur la Loi sur l'éthique et la déontologie

en matière municipale. Les seules sanctions possibles sont celles prévues à l'article 31 de cette loi;

9. Le pourvoi en contrôle judiciaire se base quant à lui sur le Code de procédure civile. Les remèdes recherchés par Guy Grenier sont l'octroi de dommages-intérêts et de dommages-intérêts punitifs par la Ville et ultimement, sa réintégration dans ses fonctions au sein de la Ville;
10. Ainsi, il n'y a pas identité des parties ni d'objet ni de cause entre les deux procédures;
11. Ce faisant, il n'y a aucune chance de jugements contradictoires.
12. La décision qui sera rendue par chaque tribunal ne liera pas l'autre.
13. La jurisprudence de la Commission reconnaît que la procédure liée à une demande d'enquête déposée en vertu de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale s'apparente à une procédure disciplinaire;

Sylvain (Re), 2015 CanLII 82482 (QC CMNQ)

[20] La Commission est d'avis qu'il y a lieu de faire certaines distinctions, puisque la présente demande d'enquête est déposée en vertu de la LEDMM et que la procédure s'apparente plus à une procédure disciplinaire qu'à une procédure civile.

[21] Il est utile de rappeler que le droit disciplinaire et la procédure qui y est rattachée, est un droit *sui generis* autonome, mais qui emprunte des notions à la fois au droit civil et au droit criminel.

14. Le droit disciplinaire étant un droit autonome, il n'a pas à céder le pas aux autres domaines du droit ;

Gingras (Re), 2016 CanLII 65992 (QC CMNQ)

[35] Dans la décision *Sklar c. Hudson's Bay Company*, la Cour d'appel a décidé que les recours déposés devant des instances distinctes devaient en principe cheminer en parallèle :

« [4] La règle générale est que le criminel ne tient pas le civil en état. Le principe de base reste donc que les deux instances fonctionnent de façon parallèle comme d'ailleurs le prévoit de façon claire l'article 11 du Code criminel.

Aucun recours civil pour un acte ou une omission n'est suspendu ou atteint du fait que l'acte ou l'omission constitue une infraction criminelle.

[5] Pour qu'il y ait exception à cette règle, il est indispensable selon la jurisprudence que le requérant

démontre que sans la suspension de l'instance civile, ses droits fondamentaux à une défense pleine et entière seraient sérieusement menacés ou compromis (*Pétroles Esso Canada c. Entreprises Chaput*, [1988] R.J.Q. 1388 (C.S.); *Saccomanno c. Swanson*, (1987) 1987 CanLII 3304 (AB QB), 49 Alta L.R. (2d) 327 (C.A. Alta).

Il ne faut pas oublier à cet égard que tant la Loi sur la preuve du Canada, L.R.C. (1985) c. C-5, que la Charte canadienne, (art. 13), protège contre les éléments de preuve dérivés de déclarations forcées. »

[36] La Cour suprême reconnaissait que le procès disciplinaire est distinct et que les tribunaux judiciaires n'ont pas à en tenir compte, conclut ainsi :

« 28. Je conclus que l'appelant en l'espèce n'est pas jugé ni puni de nouveau pour la même infraction. Les "infractions" sont totalement différentes. L'une porte sur une question de discipline interne. [...] L'autre infraction est l'infraction criminelle de voies de fait. L'accusé doit maintenant rendre compte de sa conduite à la société en général. [...] Avec égards, je fais mien le passage suivant des motifs du juge Cameron de la Cour d'appel :

[TRADUCTION] Il est possible qu'un acte unique comporte plus d'un aspect et entraîne plus d'une conséquence juridique. S'il constitue un manquement à une obligation envers la société, il peut équivaloir à un crime dont l'auteur est responsable envers le public [...] Le même acte peut comporter un autre aspect, c'est-à-dire le manquement aux obligations découlant de l'exercice d'une fonction ou d'une profession, auquel cas l'auteur doit s'expliquer devant ses pairs. Ainsi, un médecin qui commet une agression sexuelle contre un atient sera passible à la fois d'une condamnation au criminel à l'instigation de l'état, d'une poursuite en dommages-intérêts sur les instances du patient, et d'une sanction disciplinaire à la demande du conseil d'administration de sa profession.

De même, un agent de police qui agresse un prisonnier est coupable envers l'état pour le crime qu'il a commis, envers la victime pour le préjudice qu'il a causé, et envers le corps policier dont il est membre pour son manquement à la discipline. »(...)

[37] Ce principe est appliqué de façon constante par le Tribunal des professions ainsi que par les conseils de discipline des différents ordres professionnels.

[38] Appliquant ces principes au présent dossier, la Commission est d'avis que les recours dont il est question ici, sont intentés devant

des instances différentes et, bien qu'ayant certaines similarités, sont distincts.

[Références omises]

15. Qui plus est, la Commission a, à de nombreuses reprises, mentionné qu'elle ne statue pas sur l'opportunité des décisions prises par une Municipalité ni sur leur légalité;

Voir notamment ***Pinsonneault (Re)*, 2015 CanLII 55943 (QC CMNQ)**

[153] Enfin, la Commission souligne qu'elle n'a pas compétence pour statuer sur l'opportunité ou la légalité des décisions prises par le conseil municipal.

16. Ainsi, la détermination de la légalité des résolutions adoptées n'a aucun impact pour évaluer le comportement d'Alain Laplante; même si les résolutions étaient illégales, cela ne change pas les faits qui se sont déroulés;

17. Dans le cadre de l'enquête de la Commission, les agissements de Guy Grenier et des membres du conseil à son égard ne sont pas en cause, ni les motifs de son congédiement ou les décisions prises par la Ville à cet égard. Ces faits ne sont pas pertinents aux fins de l'enquête et ne constituent pas le cœur du litige;

***Notaires (Ordre professionnel des) c. Dragon*, 2016 CanLII 62760 (QC CDNQ)**

[14] Les tribunaux s'inspirent aussi des critères établis par la Cour suprême qui nous enseigne que la suspension d'instance et l'injonction interlocutoire sont des redressements de même nature qui doivent être régis par les mêmes règles. Ainsi, celui qui demande la suspension doit démontrer :

- qu'il y a une apparence de droit et que la question soulevée est sérieuse;
- qu'il subira un préjudice irréparable si la suspension n'est pas ordonnée;
- que la prépondérance des inconvénients favorise l'octroi du sursis.

[15] En l'espèce, les deux procédures ne concernent pas les mêmes parties.

[16] En effet, Me Dragon n'est pas une partie concernée dans les procédures devant la Cour supérieure.

[17] Quant à la plainte disciplinaire, ni les demandeurs, ni les défenderesses de la requête devant la Cour supérieure ne sont visés. Les parties sont la syndique adjointe et Me Dragon uniquement.

[18] Ainsi, Me Dragon n'a pas à faire face à deux débats contradictoires.

[19] Aussi, les deux procédures n'ont pas les mêmes fondements juridiques.

[20] Il est utile de rappeler que le droit professionnel est un droit *sui generis* qui ne doit pas être confondu avec le droit civil.

[21] Le Tribunal des professions dans l'affaire *Bélanger c. Guilbeault (ingénieurs)* explique que le droit disciplinaire est un droit autonome et n'a pas à céder le pas aux autres domaines du droit.

(...)

[25] Le Conseil de discipline doit déterminer si Me Dragon a commis les actes qui lui sont reprochés et, dans l'affirmative, si elle a ainsi commis une infraction déontologique.

[26] Si le Conseil de discipline déclare le professionnel coupable d'avoir enfreint le Code des professions, sa loi constitutive, ou l'un ou l'autre des règlements adoptés en vertu de ces derniers, les seules sanctions qu'il peut imposer sont celles prévues à l'article 156 du Code des professions et aucune autre.

[27] À cette fin, en règle générale, le Conseil de discipline ne tient pas compte des procédures civiles prises parallèlement au processus disciplinaire. Le Conseil de discipline n'est pas lié par une décision rendue par une autre instance civile relativement aux faits qui font l'objet d'une plainte.

[28] Les procédures devant la Cour supérieure sont d'un tout autre ordre. En effet, la Chambre des notaires et le Barreau du Québec demandent à la Cour supérieure de déclarer que les défenderesses exercent illégalement des fonctions de notaire et d'avocat et d'ordonner à ces dernières qu'elles cessent de poser des actes exclusifs à ces professions.

[29] Si la Cour supérieure décide que les défenderesses usurpent effectivement des fonctions de notaire et d'avocat qui sont du ressort exclusif de ces derniers et qu'elles exercent illégalement ces professions, est-ce que la plainte disciplinaire devient caduque?

[30] Ou à l'inverse, si la Cour supérieure conclut que le recours de la Chambre des notaires et du Barreau du Québec n'est pas fondé, est-ce que la plainte disciplinaire devient sans objet?

[31] Bien sûr que non.

[32] Le recours de la syndique adjointe, même s'il était fondé sur les mêmes faits que ceux qui seraient allégués devant la Cour supérieure, advenant qu'ils étaient établis devant les deux instances, n'est pas susceptible d'engendrer des jugements contradictoires, puisque l'objet et la portée de ces derniers sont fort différents.

[33] Que le Conseil de discipline déclare Me Dragon coupable ou non des infractions déontologiques reprochées, sa décision n'a pas l'autorité de la chose jugée car ses conclusions ne concernent pas le litige devant la Cour supérieure.

[34] De même, que la Cour supérieure tranche en faveur ou non des prétentions de la Chambre des notaires et du Barreau du Québec, ceci n'a pas d'impact sur la culpabilité de Me Dragon.

[35] Les conclusions de l'une et l'autre décisions ne lient ni l'une, ni l'autre instance. Il n'y a donc pas de risque de jugement contradictoire.

[Références omises]

18. Le respect des règles déontologiques par un élu municipal est d'intérêt public. L'intérêt public et une saine administration de la justice commandent de favoriser la célérité des procédures.

Notaires (Ordre professionnel des) c. Dragon, 2016 CanLII 62760 (QC CDNQ)

[38] Parce qu'il ne risque pas d'y avoir de jugements contradictoires pour les motifs déjà exposés, cet argument de Me Dragon ne peut être retenu. Le Conseil de discipline ne peut donc conclure que Me Dragon subirait un préjudice irréparable sans la suspension des procédures.

[39] Par contre, si le Conseil de discipline acceptait de suspendre l'instance disciplinaire en raison d'une requête devant la Cour supérieure, il ne remplirait pas le rôle que lui confie le législateur.

[40] Le processus disciplinaire pourrait être paralysé, ce qui irait à l'encontre de son devoir en regard de la protection du public.

[41] La balance des inconvénients est en faveur de la poursuite de l'instance disciplinaire et ce, malgré notamment le fait que l'urgence n'ait pas été alléguée.

Le tout vous étant respectueusement soumis.


Direction du contentieux et des enquêtes

Naomi Gunst, avocate
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Mezzanine, aile Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
418-691-2014, poste 3922
naomi.gunst@cmq.gouv.qc.ca